

ETUDES ET ANALYSES

N° 79

Bruxelles, le 12 novembre 1969

ETUDE

LIBRARY

LT

AS

JE

EE

EE

EE

EE

L'ALLIANCE ATLANTIQUE EN 1969¹⁾

Ref.

490 P

1) Europa-Archiv, Folge 14/1969

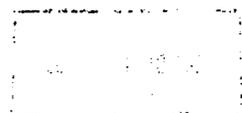
15347/X/69 F
Orig. E

Diffusion interne

DIRECTION GENERALE PRESSE ET INFORMATION

1950

6. If $\text{Re } z = 1$, $\text{Im } z = 2$, find z .



Q. 1. A complex number z is such that $z^2 + 2z + 1 = 0$.

1. If $z = a + bi$, find a and b .

2. Find $|z|$.

Bruxelles, le 12 novembre 1969

L'ALLIANCE ATLANTIQUE EN 1969

Une délégation du Centre des Etudes Stratégiques et Internationales de l'Université de Georgetown s'est livrée, après l'occupation de la Tchécoslovaquie, à un examen de la situation de l'Alliance Atlantique. Cet examen a été mené sous forme d'enquête auprès de personnalités d'Europe Occidentale appartenant à différents milieux.

Nous reproduisons une partie des conclusions auxquelles le groupe a abouti. Elles ont trait à l'évolution de l'opinion publique.

x

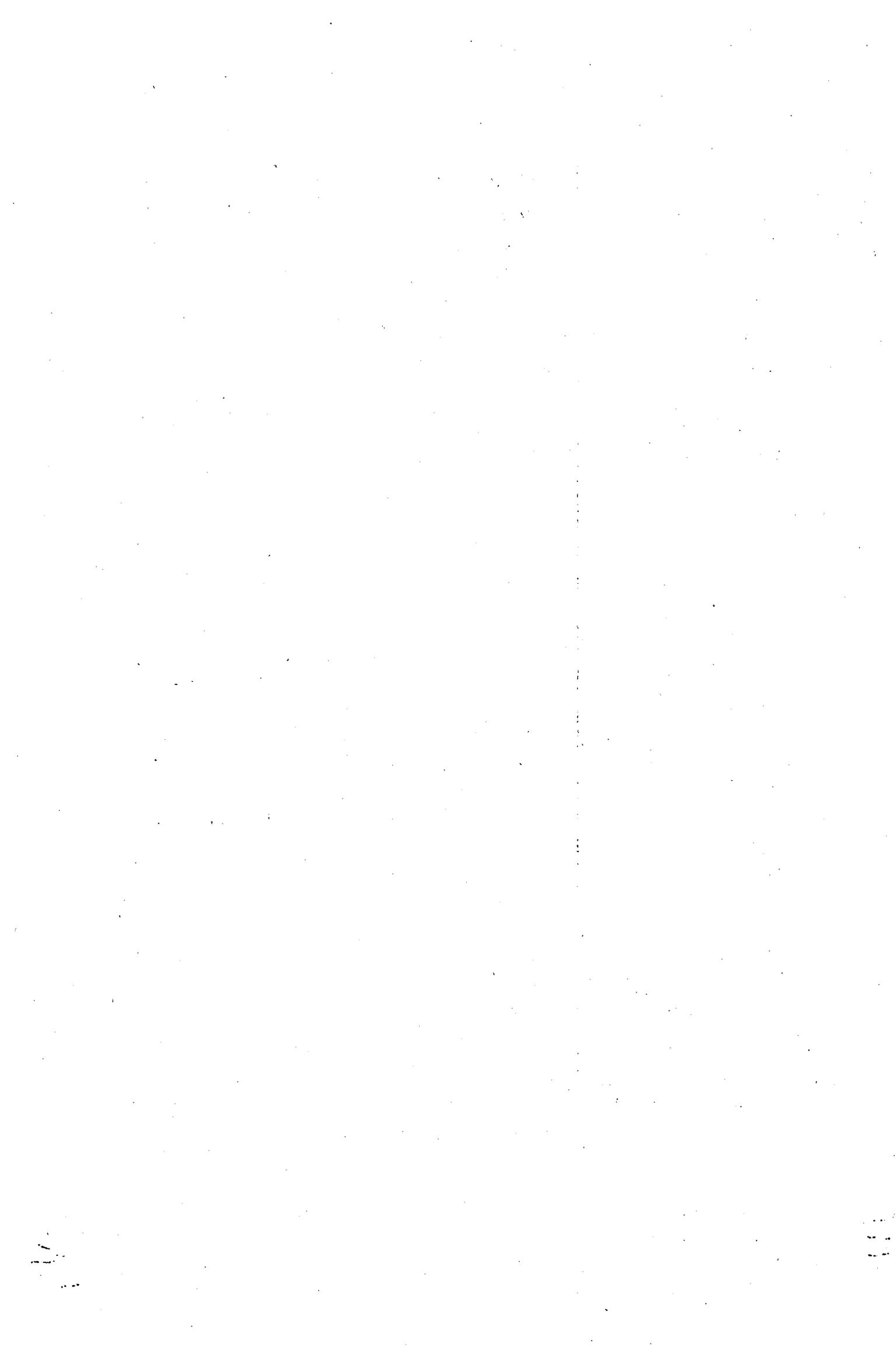
x x



Menaces intérieures contre l'alliance

L'Europe dans son ensemble se trouve en plein épanouissement économique. Les chefs syndicaux en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Italie ne sont pas disposés à apporter leur appuis avec leur masse de membres aux petites minorités d'activistes étudiantins radicaux. Vue superficiellement, la société européenne paraît stable. On note toutefois quelques tendances qui pourraient conduire à une perturbation de l'ordre intérieur de l'Europe au cours des années 70:

1. Un courant continu de propagande anti-allemande de Moscou et des Etats satellites (surtout de Pologne) dont le but est d'isoler Bonn et d'exposer les Etats-Unis aux reproches de favoriser le "rétablissement du nazisme". L'ampleur et l'obstination de cette campagne de guerre politique - qui se poursuit même en période dite de détente - ont un effet cumulatif sur l'opinion de nombreux européens et contribuent à maintenir vivaces les sentiments anti-allemands dus à la deuxième guerre mondiale. Cette méfiance tenace affaiblit l'alliance atlantique.
2. La discipline, l'importance et la maturité politique des partis communistes italiens et français: les partis communistes sont considérés comme parfaitement respectables par de nombreux non-communistes en Occident. Les partis aux apparences nationalistes ne sont plus considérés comme des instruments complaisants de Moscou. L'apparition de révolutionnaires maoïstes et de jeunes nihilistes à gauche des marxistes traditionnels a eu pour résultat que ces derniers ont effectivement paru modérés et même dignes d'entrer dans des gouvernements de coalition. Une évolution certes invraisemblable mais possibles en Italie est la formation d'une grande coalition entre des communistes "respectables" et des catholiques progressistes, une alliance qui surpasserait le parti socialiste qui s'effrite. Avant d'écarter cette possibilité comme produit de l'imagination, on devrait penser que les fermiers et travailleurs italiens vont d'une part à l'église et votent d'autre part communiste, que quelques fonctionnaires communistes et de nombreux prêtres ouvriers sont empreints du même zèle de réforme sociale et que le cercle catholique cherche énergiquement depuis le concile oecuménique le dialogue avec les marxistes au sujet de la paix, de la détente et du rapprochement progressif des points de vue.



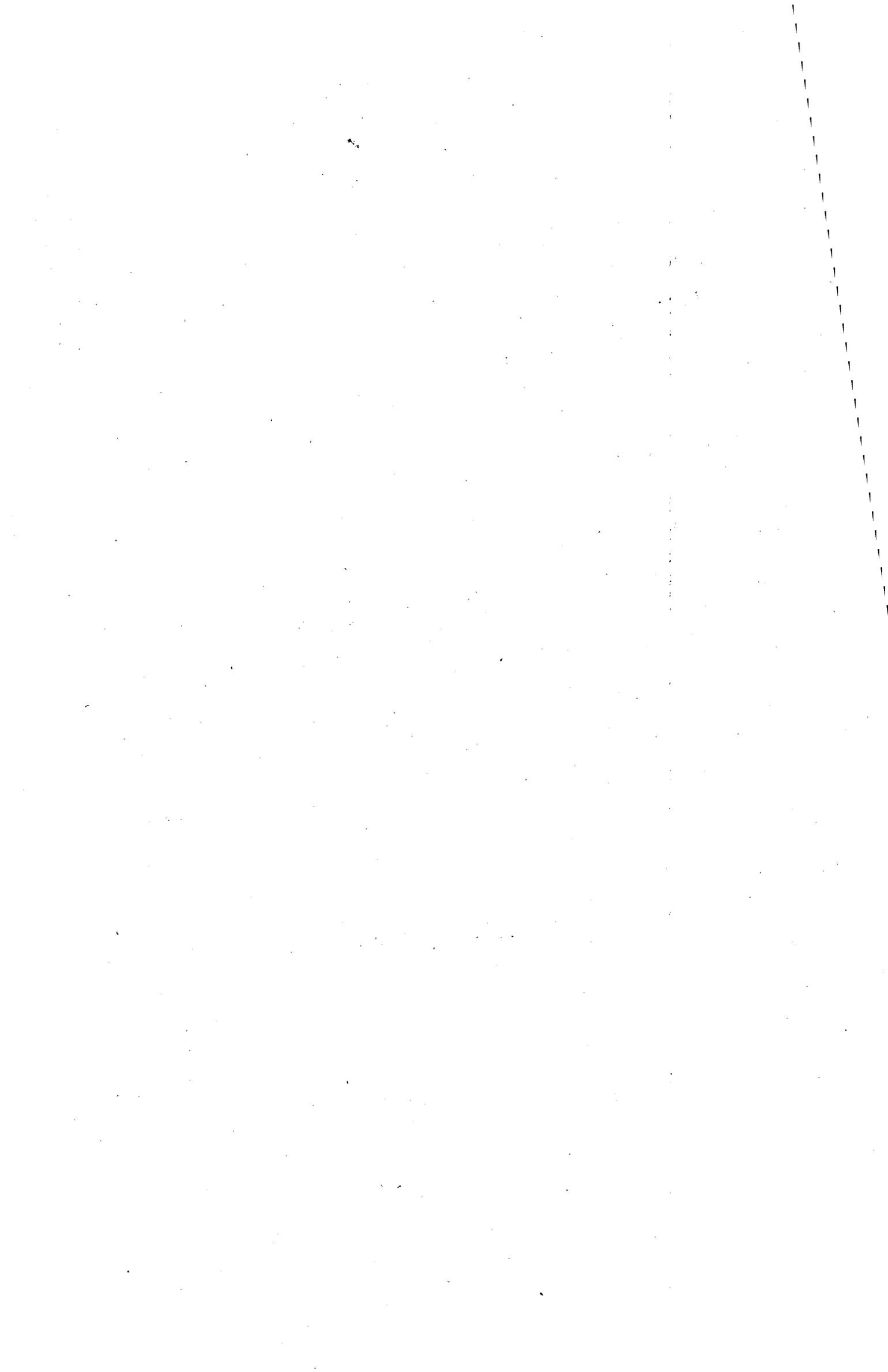
3. L'attaque contre l'"Establishment" que la jeune génération mène dans tout le monde occidental qui met notamment en question le principe de la démocratie parlementaire, l'alliance atlantique, la politique d'endiguement contre le communisme et le système économique qui autorise la formation de capitaux privés: la nouvelle ligne est certes moins communiste que nihiliste - et ses dirigeants sont autonomes dans les différents Etats - mais les révoltes d'étudiants sont plus que de simples colères. Les étudiants radicaux ne forment encore qu'une petite minorité, cependant leur démonstration ont des effets secondaires qui empoisonnent jusqu'à un certain degré la pensée des étudiants passifs. Il est possible que des agents soviétiques puissent utiliser ces révoltes d'étudiants surtout à Berlin-Ouest pour créer des incidents qui pourraient mettre les alliés occidentaux dans une position difficile.

4. Le grand gouffre entre les réalités politico-militaires et l'appréciation de ces données stratégiques par des forces dirigeantes de l'opinion publique européenne: on ne peut se fier au fait que des politiciens importants qui veulent prendre des décisions fermes et courageuses soient soutenus par l'opinion publique dans tous les Etats de l'OTAN. Le Danemark est par exemple un pays fidèle à l'Ouest mais en même temps extrêmement instable. Tous les grands partis danois sont unanimes pour admettre qu'il n'y a actuellement aucune alternative au maintien de leur pays dans l'OTAN mais la possibilité de départ après un délai de dénonciation d'un an fait apparaître dans la discussion politique des courants orientés contre l'OTAN qui existaient déjà depuis longtemps. Dans ce climat instable, une modification soudaine de l'opinion publique danoise pourrait émettre des ondes de choc à travers toute l'alliance qui devraient toucher principalement l'Islande et le pays voisin, la Norvège.

La prochaine génération

Dans toute l'Europe occidentale, la jeunesse est le thème de discussions dominant - un sujet que les Américains connaissent depuis longtemps. En Allemagne, l'animosité des adultes vis-à-vis des étudiants s'est développée rapidement et

.../...



le désir d'un gouvernement fort et de mesures sévères contre les manifestants radicaux s'affirme de plus en plus. En France, la gauche estudiantine a mieux réussi à se lier avec les cercles mécontents de la population plus âgée. Partout, la jeunesse rebelle constitue un problème qui crée de l'embarras et du souci et jette une ombre sur l'avenir.

L'agitation estudiantine jette un trait de lumière sur les lacunes fondamentales de l'éducation et de l'enseignement en Europe - lacunes qui peuvent avoir des conséquences dangereuses à longue échéance. Il ne peut guère être douteux qu'une éducation et un enseignement sains sont une constituante nécessaire d'une économie moderne orientée techniquement en plein fonctionnement. La dépendance de l'Europe vis-à-vis de la technique et, de ce fait, vis-à-vis d'une formation supérieure ne pourra que s'accroître au cours des prochaines années.

Les politiciens importants et d'autres personnalités influentes d'Europe semblent avoir oublié ce qu'ils ont appris autrefois. Au 19^{ème} siècle, l'enseignement supérieur excellent qu'il y avait autrefois en Europe était considéré comme un élément important de l'industrialisation couronnée de succès de pays tels que l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Aujourd'hui, on semble toutefois accorder une importance trop réduite au rôle de l'enseignement supérieur. Manifestement l'enseignement supérieur ne bénéficie pas d'un support financier suffisant, qu'il s'agisse aussi bien des sciences naturelles et de la technique que des sciences sociales et des branches commerciales et industrielles. L'aversion européenne généralement répandue à regarder ces faits en face a une grande importance parce qu'elle est en nette opposition avec l'attitude non seulement des Etats-Unis mais aussi de l'Union soviétique et du Japon.

Il existe naturellement de fortes différences dans la politique d'enseignement et dans les moyens mis à la disposition de l'éducation et de l'enseignement dans les pays européens. Malgré sa situation économique scabreuse, le Royaume-Uni semble avoir eu plus de succès que les pays de l'Europe continentale dans le développement de son enseignement supérieur, en particulier dans le domaine des sciences naturelles. La rigidité et l'insuffisance du système universitaire des pays de l'Europe occidentale est difficilement compréhensible eu égard au

.../...



bien être croissant et au fait que leur prospérité future dépend incontestablement de la qualité de l'éducation et de l'enseignement qu'ils dispensent.

Il n'est pas nécessaire d'avoir une imagination particulièrement active pour se représenter l'importance de ces observations pour l'OTAN et pour l'avenir de l'alliance de l'Atlantique Nord. Les agitations estudiantines proviennent en partie des insuffisances de la situation actuelle de l'éducation et de l'enseignement. Le fait que de nombreux étudiants soient prêts à se laisser guider par de petites minorités radicales est dû à des facteurs qui causent à juste titre leur colère et dont les radicaux s'emparent pour les utiliser maintenant largement à leurs propres fins. Si l'on ne procède pas aux réformes nécessaires, il est certain qu'il y aura encore à l'avenir des agitations estudiantines et que la stabilité sociale sera menacée en permanence. De nombreux problèmes demandent sans aucun doute des réformes immédiates. Le problème des enfants dont les capacités scolaires ne se développent que tardivement et des enfants de travailleurs qui sont défavorisés par le système d'éducation et d'enseignement européen rigide, empreint de préjugés de classe doit faire l'objet d'une attention particulière.

Encore plus inquiétante est la faiblesse latente des économies politiques européennes qui deviendra absolument manifeste un jour. La politique d'éducation et d'enseignement actuelle à courte échéance se traduira vraisemblablement notamment par l'enfoncement d'un coin entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Les antagonismes transatlantiques qui existent déjà sous une forme larvée (et que nous rencontrons dans le livre de Servan-Schreiber et dans toutes les discussions sur le "fossé technologique") pourraient s'accentuer par jalousie et par crainte, de sorte que l'alliance pourrait se trouver brisée moralement, voir même matériellement.

Le potentiel du Japon devrait secouer les Européens et les inciter à réfléchir à leur avenir. Actuellement, le Japon occupe déjà la deuxième place derrière les Etats-Unis pour le commerce mondial. La croissance économique du Japon est un exemple unique dans le monde. Le Japon est certes également victime d'agitations estudiantines et s'est lancé dans une voie des réformes mais il entreprend avec un dévouement illimité une réforme vaste, intensive et permanente de l'éducation et de l'enseignement. La politique japonaise dans ce domaine offre la garantie que la croissance économique peut se nourrir à ses propres sources et qu'elle ne dépendra pas dangereusement à l'avenir de

transfusions de technique occidentale. Avec la poursuite de l'expansion économique du Japon par rapport au développement européen, il s'ensuivra un déplacement de la puissance politique dans le monde; cela ne doit toutefois pas éveiller de craintes au sujet des objectifs politiques internationaux du Japon.

OU VA L'EUROPE - ET L'AMERIQUE?

"C'est un fait", écrivait récemment André Fontaine, le spécialiste de politique étrangère du monde, "qu'il n'y a pas en Europe un seul gouvernement allié aux Etats-Unis qui aurait pensé, ne fût-ce qu'une seconde, à envoyer au Vietnam quelques soldats seulement pour prendre part au combat aux côtés des Américains. Une singulière alliance."

Une telle alliance paraît effectivement étrange à de nombreux Américains. Les membres du gouvernement ont beau déclarer que l'alliance de l'OTAN ne porte que sur le domaine prévu dans le traité, les ressentiments de l'opinion publique ne se laissent pas apaiser aussi simplement. Les Européens ne se sont pas seulement tenus à l'écart pendant que les Américains combattaient en Asie du Sud-Est, mais ils ont fait une opposition active et ont qualifié l'attitude américaine d'injuste et d'amorale. Les Européens qui ont fait preuve d'un peu plus de compréhension ont considéré la guerre au Vietnam comme une erreur tragique de l'Amérique et ont nourri l'espoir que les Etats-Unis se retireraient un jour d'Asie, seraient à nouveau "raisonnable" et en reviendraient à une politique extérieure se concentrant sur l'Europe.

Avec l'ouverture des négociations de paix, de Paris, l'anti-américanisme nourri par le conflit du Vietnam a diminué progressivement et ce courant encourageant s'est consolidé depuis l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie. Quelle que soit la mesure dans laquelle le nouveau gouvernement américain puisse hésiter à tempérer ces bonnes dispositions à une meilleure compréhension, cela doit être fait dans l'intérêt des Européens ainsi que dans le nôtre. Washington doit expliquer avec insistance aux alliés que la recherche d'une voie qui doit mener au retrait du Vietnam dans des conditions satisfaisantes sera longue et difficile. Et elle doit en outre faire comprendre clairement et sans malentendu comme point principal que les Etats-Unis seront aussi après le Vietnam aussi bien une puissance atlantique que pacifique.

Le lien qui lie la sécurité de l'Europe à la sécurité de l'Asie est la volonté clairement perceptible de l'Amérique de continuer à respecter ses engagements - ce que le gouvernement Johnson a si mal réussi à faire comprendre de l'autre côté de l'Atlantique. Les Etats-Unis se lassent à vue d'oeil de devoir supporter les charges liées à la responsabilité globale, la lassitude et la désillusion s'emparent d'eux et cependant il se peut que la dure épreuve du Vietnam mette encore la détermination du peuple à l'épreuve jusqu'à l'extrême. L'Amérique ne sortira certainement pas inchangée de ce conflit.

Personne ne peut prévoir quelle sera la nature des modifications en Amérique mais on peut admettre avec assez de certitude que l'importance des engagements des Etats-Unis dans le monde entier sera beaucoup plus mise en question que cela n'a été le cas avec la vieille génération. A la suite de la perte de leurs intérêts coloniaux, les alliés européens sont tombés dans une sorte d'isolationnisme et ne se préoccupent guère des développements qui ne les concernent pas directement. Les modifications effectives et possibles de l'opinion publique américaine n'éveillent par conséquent un certain intérêt que dans la mesure où elles touchent l'Europe - par exemple, la décision Mansfield visant à une réduction des forces américaines en Europe. Même chez les observateurs bien informés, on note dans la conversation qu'ils n'ont pas compris la force de la réaction orientée contre les alliances unilatérales et les engagements mondiaux qui se fait jour en Amérique.

Les Européens craignent continuellement que les Américains ne deviennent la proie de l'isolationnisme et recherchent par conséquent en permanence des preuves du maintien de l'engagement américain. Il est presque devenu rituel que chaque nouveau gouvernement à Washington renouvelle la promesse solennelle bien connue qui doit rafraîchir et raviver la confiance de l'Europe. La situation peut cependant se renverser à un moment donné et une opinion publique sceptique en Amérique pourrait alors exiger des Européens des promesses solennelles, des faits et une base solide de confiance.

.../...

Les Européens sont enclins à considérer le statu quo comme étant la situation la plus souhaitable non pas parce qu'ils en sont satisfaits mais parce qu'ils ne sont pas à même de se représenter une alternative sur laquelle ils pourraient se mettre d'accord. Par contre, les Américains sont de moins en moins satisfaits du statu quo tel qu'il se présente à eux et ils sont intéressés par les propositions tendant à le modifier. La décision Mansfield constitue simplement une de ces propositions et au reste une proposition très limitée. Plus l'impatience américaine grandira, plus les propositions tendant à supprimer cette impatience seront probablement vastes.

Si l'élan primitif du rêve d'unification devait renaître - même s'il était orienté vers la création d'une force indépendante des Etats-Unis - cela serait préférable au cours actuel. Si l'Europe pouvait envisager une communauté de défense dans laquelle le rôle des Etats-Unis serait peu à peu réduit et les charges réparties de façon plus équitable cela se traduirait par une reprise immédiate de l'alliance parce que tous y participeraient de façon plus juste et seraient plus fortement intéressés et collaboreraient de façon plus décidée à la fixation d'objectifs communs et aux moyens de les atteindre.

L'avenir considéré uniquement comme projection infinie du présent a peu d'attrait et n'est guère prometteur. La tendance des Européens à voir des tendances de développement inquiétantes et leur manque de disposition à placer les objectifs à long terme avant les avantages à court terme portent préjudice à l'alliance. De même, la tendance des Etats-Unis à dire amicalement de dures vérités ne rend aucun service à leurs alliés.

Si l'on ne peut faire aujourd'hui que des petits pas ensemble, quelques-uns conduisent au moins dans la bonne direction. Compte tenu principalement du déplacement de la force relative de l'armement atomique des Etats-Unis et de l'Union soviétique qui a créé une atmosphère d'attente réservée et d'arrêt entre les super-puissances, il est très important que les Américains et les Européens se consultent étroitement au sujet de la stratégie nucléaire. C'est ce qu'ils

ont entrepris de faire au cours des 18 derniers mois dans le cadre du groupe de planification nucléaire. Il est tout aussi important d'examiner sérieusement l'option européenne sur la construction de ses propres forces de dissuasion atomique comme réaction possible aux données stratégiques des années 70 et suivantes.

De ce fait, la garantie atomique sur laquelle repose aujourd'hui la sécurité de l'Europe ne serait pas le moins du monde affaiblie, cela créerait cependant la base de modifications au sein de l'alliance qui doivent être entreprises nécessairement au cours de la prochaine décennie. Si la volonté d'arriver à temps à un accord sur les modifications futures fait défaut, les modifications rattraperont simplement l'alliance et la contraindront à opérer les corrections correspondantes. Le pire qui pourrait arriver à l'OTAN serait de s'accrocher au statu quo comme à un jouet favori sans que les alliés se mettent jamais d'accord sur sa signification jusqu'à ce qu'une crise le balaie.

